

ÉLECTION FÉDÉRALE 2011 : QUELS SONT VOS DROITS?

Quelles sont les restrictions en matière d'« activités politiques » pour les fonctionnaires fédéraux?

La *Charte canadienne des droits et libertés* garantit la « liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression », ainsi que d'autres droits civiques et politiques. L'ACEP croit que ses membres devraient pouvoir bénéficier pleinement de ces garanties.

Malheureusement, la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* (« la Loi » ou « LEFP ») restreint le droit des fonctionnaires fédéraux de se livrer à des activités politiques. La *Loi* stipule que la partie de la LEFP portant sur les activités politiques a pour objet de « (...) reconnaître aux fonctionnaires le droit de se livrer à des activités politiques tout en respectant le principe d'impartialité politique au sein de la fonction publique. » L'article 113 de la *Loi* précise la restriction sur les activités politiques. L'alinéa 113(1) prévoit ce qui suit :

« Les fonctionnaires peuvent se livrer à des activités politiques, sauf si celles-ci portent ou semblent porter atteinte à leur capacité d'exercer leurs fonctions de façon politiquement impartiale. »

Cet article enchâsse le droit des fonctionnaires fédéraux de participer à des activités politiques tout en exigeant l'équilibre entre ce droit de participer et l'impartialité de la fonction publique. Il est important pour l'ACEP que cet équilibre ne soit pas faussé de façon injustifiable en restreignant indûment les droits politiques de ses membres.

En quoi consiste une « activité politique »?

À l'alinéa 111(1), la *Loi* définit « activité politique », en partie, de la façon suivante :

- a) toute activité exercée au sein d'un parti politique, ou exercée pour soutenir un tel parti ou pour s'y opposer;
- b) toute activité exercée pour soutenir un candidat avant ou pendant la période électorale ou pour s'y opposer;
- c) le fait d'être candidat à une élection ou de tenter de le devenir, avant ou pendant la période électorale.

Cette définition très large inclurait n'importe quoi, allant du fait de porter en public le macaron d'un parti politique ou d'un candidat à celui d'exprimer des opinions politiques ou de travailler comme solliciteur faisant du porte-à-porte pour un parti ou un candidat.

La *Loi* fixe aussi des règles distinctes s'appliquant à un fonctionnaire qui veut se porter candidat à une élection fédérale, provinciale, territoriale ou municipale.

Bien que la LEFP prévoie que le gouverneur en conseil peut par règlement préciser les activités politiques des fonctionnaires ou des catégories de fonctionnaires qui sont réputées porter atteinte à leur capacité d'exercer leurs fonctions de façon politiquement impartiale, aucun règlement n'a à ce jour été édicté. Des règlements précisent plutôt des questions comme la teneur et les délais des demandes présentées à la Commission de la fonction publique (CFP) au sujet de candidatures et des détails de l'enquête sur les allégations d'activités politiques irrégulières.

Dans ce contexte, ni la *Loi* ni ses règlements ne donnent d'indication claire sur les activités politiques auxquelles un fonctionnaire fédéral peut participer sans risquer de contrevenir à la restriction sur les activités politiques stipulée dans l'article 113. Il y aura plutôt une évaluation au cas par cas à savoir si une activité particulière porte atteinte ou semble porter atteinte à la capacité d'un employé d'exercer ses fonctions de façon politiquement impartiale. Suivant ce type d'analyse au cas par cas, des restrictions différentes seront imposées aux fonctionnaires fédéraux selon leurs responsabilités. Il n'y a pas de réponse uniforme pour tous.

Comment savoir si je peux participer à une activité politique particulière?

La CFP est chargée de surveiller la participation des fonctionnaires aux activités politiques. En l'absence de toute directive claire sur les activités politiques permises, la CFP a mis en ligne un outil d'autoévaluation, qu'elle invite les employés à utiliser. L'intention avouée de l'outil est d'aider les employés à juger si leur participation à une activité politique donnée porterait atteinte ou semblerait porter atteinte à leur capacité d'exercer leurs fonctions de façon politiquement impartiale.

D'après les réactions que l'ACEP a obtenues jusqu'à maintenant, [l'outil d'évaluation](#) de la CFP ne semble avoir qu'un seul effet – dissuader les employés de participer à toute activité politique, sauf voter à une élection. La CFP a préparé un [Document d'orientation](#), affiché sur son site Web, qui prétend orienter les employés sur les facteurs dont il faut tenir compte pour décider de se livrer ou non à une activité politique particulière. Ces facteurs sont la nature de l'activité politique, la nature des fonctions de l'employé et le degré de visibilité et le niveau du poste de l'employé. D'après ceux qui ont répondu au test d'autoévaluation, la CFP sonne l'alarme pour des activités politiques relativement simples, par exemple, porter un macaron appuyant un candidat ou assister à une réunion d'un parti politique.

Bien loin des restrictions aux activités politiques imposées par la LEFP, la CFP a également indiqué que même si certaines activités ne correspondent pas à la

définition de la LEFP, elles demeurent soumises au [Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique](#) (le « Code ») ou au code de valeurs et d'éthique des organisations pour lesquelles le Conseil du Trésor n'est pas l'employeur. La CFP avance que même si une activité n'est pas de nature politique et ne pose pas problème en vertu de la LEFP, cette même activité pourrait poser problème en vertu du Code si elle soulève un conflit d'intérêts réel ou apparent ou parce qu'elle viole d'une manière ou d'une autre l'obligation de loyauté envers l'employeur.

Bien que l'ACEP comprenne et appuie entièrement la nécessité de l'impartialité dans le fonctionnement de la fonction publique, « l'orientation » sur les activités politiques que la CFP donne aux employés équivaut à semer la peur, ce qui dissuadera sans nul doute ses membres d'exercer leurs droits constitutionnels d'expression et de libre participation au processus politique.

Si vous choisissez d'exercer vos droits politiques, faites preuve de prudence : ne participez à des activités politiques qu'en dehors de vos heures de travail et si vous portez normalement un uniforme, un insigne nominatif ou une carte d'identité au travail, enlevez-les avant de participer à l'activité politique.

Si j'ai des questions sur la participation à une activité politique, qu'est-ce que je fais?

La CFP conseille aux employés de communiquer avec leur gestionnaire ou le représentant désigné en matière d'activités politiques de leur organisation avant de prendre part à une activité politique. Il n'est pas clair du tout si des mesures de confidentialité protègent un employé qui discute avec un conseiller désigné en matière d'activités politiques, surtout que le site Web de la CFP indique que les conseillers doivent transmettre toutes les demandes de renseignements sur les activités politiques à une adresse courriel de la CFP.

Étant donné que les employés peuvent faire l'objet de mesures disciplinaires pour leur participation à des activités politiques, l'ACEP craint pour ses membres qui s'adressent à leurs gestionnaires ou aux conseillers désignés en matière d'activités politiques. Si vous avez des questions au sujet de la participation à une activité politique, si vos droits politiques ont été restreints par votre employeur ou si vous avez fait l'objet de mesures disciplinaires pour avoir participé à une activité politique, communiquez avec le bureau national de l'ACEP immédiatement.